



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
Bureau des procédures
environnementales et foncières**

**Arrêté n° 53DCBPEF-2025-157 en date du 20 octobre 2025
portant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation
n° 2013109-0007 du 19 avril 2013 modifié délivré à la société Lhoist France Ouest pour
l'exploitation de son usine de production de chaux sise au lieu-dit « Geslin » sur le territoire
de la commune de Neau**

La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 4725 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013109-0007 du 19 avril 2013 autorisant la société Lhoist France Ouest à poursuivre et étendre l'exploitation de son usine de production de chaux sur le territoire de la commune de Neau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 2016 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 19 avril 2013 autorisant la société Lhoist France Ouest à poursuivre l'exploitation de son usine de production de chaux sur le territoire de la commune de Neau ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-039 du 28 mars 2025 portant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013109-0007 du 19 avril 2013 modifié, délivré à la société Lhoist France Ouest pour l'exploitation de son usine de production de chaux sise au lieu-dit « Geslin » sur le territoire de la commune de Neau ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2025 régulièrement publié, portant délégation de signature à Monsieur Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval ;

Vu le porter à connaissance déposé le 27 novembre 2024, complété le 13 juin 2025 visant à mettre en service le projet « Lotus » dans le cadre de la décarbonisation des activités du site de l'usine de Neau ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Mayenne en date du 1^{er} août 2025 ;

Vu le rapport en date du 10 octobre 2025 et la proposition d'arrêté de prescriptions complémentaires de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur, dans le cadre de la procédure contradictoire, par courrier en date du 14 octobre 2025 ;

Vu le courriel en date du 16 octobre 2025 de la société Lhoist France Ouest n'émettant pas d'observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la modification sollicitée n'entraînera pas d'impact supplémentaire ni une augmentation des incidences actuellement connues et réglementées par l'arrêté d'autorisation de l'établissement ;

Considérant que les risques sont correctement appréhendés par les prescriptions actuelles de l'arrêté d'autorisation d'exploiter n° 2013109-0007 du 19 avril 2013 modifié qui seront renforcées par celles du présent arrêté ;

Considérant que les modifications sollicitées sont notables mais non substantielles et qu'il y a lieu d'actualiser les dispositions techniques de l'établissement afin de prendre en compte les biomasses comme combustibles ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté ne rendent pas nécessaire la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire, par courrier en date du 14 octobre 2025 ;

Considérant que l'exploitant a indiqué, dans le délai qui lui était imparti, ne pas avoir d'observation à émettre sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R Ê T E

TITRE 1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DES PRESCRIPTIONS

ARTICLE 1.1 – Objet de l'arrêté

La société LHOIST FRANCE OUEST, dont le siège social est situé 15, rue Henri Dagalier à Grenoble (38100), est autorisée, sous réserve de respecter les dispositions du présent arrêté, à modifier et à poursuivre l'exploitation de l'usine de production de chaux qu'elle exploite lieu-dit « Geslin » sur la commune de Neau (53150).

Cet arrêté complète les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 2013109-0007 du 19 avril 2013, du 22 février 2016 et du n° 53DCBPEF-2025-039 du 28 mars 2025 qui restent applicables sauf pour les dispositions explicitement modifiées et détaillées ci-après.

ARTICLE 1.2 – Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-039 du 28 mars 2025, relatif à la liste des installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est remplacé par la rédaction suivante :

Les installations et activités exploitées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubriques	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime (*)
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	2 silos de 120 t 240 t	A
2520	Fabrication de chaux La capacité de production étant supérieure à 5 t/j	3 fours verticaux PFRK 2*300 t/j + 400 t/j 1 000 t/j	A
3310-2	Production de chaux Dans des fours à chaux avec une capacité supérieure à 50 t/j		
4801	Houille, coke, lignite La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t	1 silo de 500 t (720 m³)	A
2515-1a)	Broyage, concassage, criblage [...] de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels [...] inertes La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes [...], étant supérieure à 200 kW	Puissance maximale des installations de traitement fixes 3 175 kW	E
1532	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues Autres installations [...], le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³	1 silo de bruts de 720 m³ (500 t) + 2 silos de pulvérulents de 150 m³ (120 t) 1 020 m³ (740 t) Batibulle de 433 m³ (260 t) en secours	D
2171	Supports de culturels Le dépôt étant supérieur à 200 m³	Engrais minéraux 4*500 m³ 2 000 m³	D
2910-A	Installations de combustion Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...], de la biomasse [...] La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Sécheur cru 2,5 MW + Réchauffeur 1 MW ou sécheur Coke 1,55 MW Maxi 3,55 MW	DC
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	194 t	D
2921-1b)	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Puissance thermique 2 700 kW	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

Le projet ne relève pas de la directive Seveso par franchissement direct d'un seuil d'une rubrique ou par la règle du cumul.

Les installations et activités exploitées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubriques	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Bassin versant de 6,25 ha (après calcul du coefficient d'imperméabilité)	D
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m3/ j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau.	2592 m3/j pour le bassin versant BV1 1728 m3/j pour le bassin versant BV2 et BV3j Soit 4320 m3/j	D

ARTICLE 1.3 – Prévention de la pollution atmosphérique

L'article 2.4 de l'arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-039 du 28 mars 2025 relatif au contrôle périodique des rejets atmosphériques est complété par la disposition suivante :

À chaque campagne d'essai, une campagne d'analyse des rejets atmosphérique est réalisée par l'exploitant sur le four n°3.

La liste des paramètres à analyser et les valeurs limites à respecter sont définies à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-039 du 28 mars 2025.

ARTICLE 1.4 – Prévention de la pollution des eaux

L'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013109-0007 du 19 avril 2013 relatif aux règles communes à l'ensemble des installations de traitement des eaux est complété par la disposition suivante :

Les condensats des laveurs de gaz sont collectés en tant que déchets et éliminés dans des installations dûment autorisées. Ils n'entraînent pas de rejets aqueux vers l'extérieur.

ARTICLE 1.5 – Description des installations

L'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2013109-0007 du 19 avril 2013 relatif aux textes généraux applicables à l'établissement est complété par la rédaction suivante :

Les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui le concerne :

- arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 10 mars 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 4725 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 2 - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 2.1 – Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.2 – Transmission

Le présent arrêté est notifié à la société Lhoist France Ouest par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 2.3 – Diffusion

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Neau pour y être consultée.

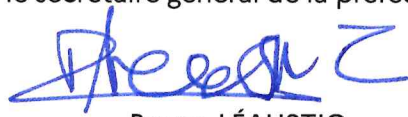
Un exemplaire sera affiché à la dite mairie, pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Neau et envoyé à la préfecture de la Mayenne, bureau des procédures environnementales et foncières.

Cet arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État de la Mayenne www.mayenne/gouv.fr (rubrique actions de l'État / environnement, eau et biodiversité / installations classées / installations classées industrielles, carrières / autorisation) pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 2.3 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne, le maire de la commune de Neau, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr

dans les délais suivants :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article R. 181-51 du code de l'environnement :

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.